

<https://ricochets.cc/Les-francais-ne-veulent-pas-travailler-plus-mais-des-medias-inversent-la-realite.html>



Les français ne veulent pas travailler plus, mais des médias inversent la réalité

- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 12 juillet 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

FABRICATION DU CONSENTEMENT

Un cas d'école de manipulation télévisuelle : alors qu'un sondage calcule que 50 à 70% des français ne sont pas prêts à travailler plus, et que 6 sur 10 ne veulent pas cumuler des emplois, BFM TV titre « Les français prêts à travailler plus », et présente les résultats de façon inversée !

Évidemment, on peut hausser les épaules, parler de télé-poubelle, dire qu'il ne faut pas allumer son poste. Le problème, c'est que ces chaînes sont regardées tous les jours par des dizaines de millions de personnes, et que pernicieusement, la propagande sécuritaire, raciste et patronale infuse dans les esprits.

Matraquer pendant l'été que la population « accepte de travailler plus » correspond précisément à l'agenda du gouvernement qui veut passer en force la casse des retraites, et d'autres mesures anti-sociales. C'est une manière de préparer le consentement, de désamorcer les résistances, d'isoler les discours discordants.

Quelle est la légitimité d'un scrutin électoral quand la quasi-totalité des médias imposent l'extrême droite à l'antenne quotidiennement depuis des années ? **Que signifie un paysage médiatique entièrement dominé par des milliardaires ? Quelle est le sens du débat public quand les seules options présentées vont du capitalisme autoritaire au fascisme ?**

Il est plus urgent que jamais de développer nos médias, nos discours, nos imaginaires.

post et visuel de Nantes Révoltée



Les français ne veulent pas travailler plus, mais des médias inversent la réalité

La république, écran de la fascisation et de l'ultra-capitalisme

Outre les mensonges médiatiques permanents, les puissants détournent de plus en plus les mots et leurs sens.

On vit en plein dans les concepts décrits par Orwell dans le célèbre roman 1984 !

Double langage, double pensée, répression de toute révolte, surveillance permanente, réécriture de la réalité et de l'histoire...

voir : **LA FASCISATION DE LA RÉPUBLIQUE**

Stathis Kouvelakis et Frédéric Lordon invités de Judith Bernard sur www.hors-serie.net

Les signifiants auxquels sont en train de se lier les dynamiques de fascisation du pays c'est les signifiants « république » et « républicain ».

Le front national et le rassemblement national sont devenus des partis républicains, leur islamophobie est justifiée au nom même de la laïcité républicaine. C'est un glissement tout à fait important et auquel il faut s'affronter, à mon avis de façon claire.

SÉVICES PUBLICS : DES FONCTIONNAIRES VIRÉS POUR AVOIR FAIT LEUR TRAVAIL

► Un conseiller pôle emploi et un cheminot licenciés pour avoir aidé leurs prochains -

Nous vivons une époque d'inversions généralisées. Deux travailleurs de la fonction publique sont licenciés par leurs directions pour avoir trop bien fait leur boulot. Pendant que les forces de l'ordre qui répriment la population reçoivent des médailles après des vagues de violences inouïes.

4Yann est conseiller Pôle Emploi à Rennes, mais aussi « lanceur d'alerte ». Il vient d'être licencié pour « faute grave et insubordination ». Embauché en 2006, il a notamment accompagné des intermittents du spectacle, aidé de nombreux chômeurs à récupérer des allocations auxquelles ils avaient droit, et proposé des formations à des centaines de demandeurs d'emplois. Pour la direction, « Yann s'est arrogé un rôle qui n'était pas le sien. » De son côté, le conseiller reproche à son administration des « pratiques généralisées ayant porté préjudice à de très nombreuses personnes ». Il ironise : « c'est une très très grosse bêtise, on me reproche d'avoir fait mon travail, d'avoir porté assistance à des demandeurs d'emploi, notamment les intermittents qui sont une population précaire ». Il envisage maintenant de saisir les prud'hommes.

4 Eric est cheminot en région parisienne. Syndicaliste engagé, il a aidé de nombreux collègues qui subissaient des souffrances au travail et la répression de la direction. Pour avoir défendu ses camarades, Eric a vu sa carrière bloquée. Le ministère du travail a cherché par tous les moyens à le licencier, malgré l'avis de l'inspection du travail, et malgré de fortes mobilisations pour le soutenir. Sa dernière « provocation » ? S'être agenouillé devant sa hiérarchie en signe de protestation. La direction va finalement aller au bout de sa besogne : ce chef de gare à Mantes-la-Jolie va être viré pour avoir contesté les logiques managériales à la SNCF, et pour avoir appuyé les personnes qui en avaient besoin. Évidemment, Eric n'en restera pas là.

4 Pendant que le gouvernement persécute des salariés, enseignants, cheminots, conseillers pôle emploi utiles à leurs prochains, il félicite, récompense et protège les forces de l'ordre, responsables d'innombrables violences, mutilations, et décès depuis des années. Pendant qu'on vire des profs et qu'on libéralise le secteur de la santé au nom de prétendues « économies », des primes et du matériel de guerre sont distribués à la police.

Ce processus est à l'oeuvre depuis des années, mais le règne de Macron aura confirmé et renforce cette tendance : celle du règne de l'inversion. Soutenons les désobéissances et les insubordinations, sabotons le règne des petits chefs.

post de Nantes Révoltée

ÉCOLES : LA POLICE FAIT SA PROPAGANDE AUPRÈS DES ENFANTS

Dans le cadre des « vacances apprenantes », nouveau concept du gouvernement Macron, des policiers sont allés dans les écoles de l'Essonne pour faire « découvrir le matériel des policiers » et jouer aux « questions réponses ». Sur twitter, la police montre des photos d'une matraque et d'un casque de police posés face à des enfants de primaire. Un bourrage de crane sécuritaire dès le plus jeune âge. S'agit-il d'apprendre aux petits à donner des coups de matraque ?

Cet exercice n'est pas le premier. Chaque année, lors d'un événement baptisé « les rencontres de la sécurité », la police met en place des stands pour aller « au contact de la population », et organise dans la rue des ateliers pour les enfants en leur faisant essayer du matériel de police.

Ce genre d'opération porte un nom : la contre-insurrection. C'est une doctrine militaire visant à obtenir le soutien de la population dans le cadre d'un conflit entre les forces armées et un mouvement insurgé. Il s'agit de mener des actions de propagande, en parallèle des actions de répression, pour obtenir l'adhésion des habitants, et donc isoler les opposants. Cette doctrine, élaborée en France, a été utilisée lors des guerres coloniales. Puis exportée dans de nombreux régimes autoritaires.

Dans un contexte de remise en cause générale des violences d'Etat, cette opération publicitaire organisée par la police dans les écoles n'a rien d'anodin.

post de Nantes Révoltée

Libertés démocratiques

Grèce. Offensive gouvernementale contre le droit à manifester et réactions dans tout le pays

Des milliers de manifestants dans tout le pays ont dénoncé une loi qui semble un copier-coller de la législation de la dernière dictature. Des affrontements ont eu lieu aux alentours du parlement à Athènes.

Au cours de ces dernières années, nous avons assisté à une tendance à l'accentuation des traits autoritaires de plusieurs régimes politiques en Europe et dans les principaux pays capitalistes. La crise économique risque de jeter dans la rue des dizaines et des centaines de milliers de personnes. Les capitalistes et leurs gouvernements se préparent à cette éventualité en faisant passer des lois liberticides, limitant les droits démocratiques des classes exploitées. Maintenant, en Grèce, le gouvernement de droite avance sur les limitations du droit à manifester.

Mais comme l'a démontré le mouvement des Gilets Jaunes en France, ce ne sont pas ces législations qui réussiront à empêcher les explosions sociales. En fin de comptes c'est le rapport de forces qui définit tout cela. C'est en ce sens que la mobilisation dans les rues reste fondamentale pour faire reculer le gouvernement et toutes ses attaques contre les libertés démocratiques. En Grèce et ailleurs.